

Covid. Désastre permanent et énormes dégâts: les conséquences inévitables

Arrêt sur info — 12 septembre 2021

[Facebook](#)

Publié le 11 juin 2021 sur le blog allemand [Harald-walach.de](https://www.harald-walach.de)

Traduction: [Point de vue suisse](#)

Cette «déclaration publique» a été rédigée par des citoyens allemands en juin 2021. Le «Point de vue Suisse» documente cette analyse en allemand, français et anglais en tant que contribution détaillée au débat sur les conséquences de la crise de la covid en Allemagne. Plusieurs des mesures gouvernementales et des évolutions négatives mentionnées se retrouvent de manière similaire dans d'autres pays d'Europe occidentale et au-delà.

Déclaration publique sur la politique de la covid

Le Sars-CoV-2 est un nouveau type de virus devant être pris au sérieux. Chez des personnes ayant un système immunitaire affaibli ou des maladies préexistantes, en fonction des conditions de travail, des conditions sociales et des conditions de vie, il peut provoquer une affection sérieuse, voire la mort.

Cependant, les mesures pandémiques du gouvernement fédéral, dont une partie sont scientifiquement controversées et d'autres non justifiables, causent d'énormes dommages à la santé de la population, notamment aux enfants et aux jeunes; au système de santé publique lui-même; aux travailleurs salariés précaires, aux indépendants seuls, aux parents célibataires, aux personnes âgées isolées et à l'économie.

Cette déclaration demande l'ouverture d'un débat public dans le cadre duquel les mesures prises jusqu'à présent par le gouvernement fédéral et leurs conséquences – également dans la perspective d'éventuelles nouvelles vagues ou de nouvelles pandémies – seront examinées objectivement et des conclusions seront tirées pour l'avenir. Les soussignés veulent promouvoir cette discussion ouverte et publique, malgré certaines divergences sur différents points, et en fournir le point de départ. Nous sommes ouverts aux corrections. Il est temps de mettre fin au climat de panique. Evaluons ensemble les conséquences de cette crise de la covid et étudions les changements nécessaires.

1. I) Santé publique – défaillances systématiques et manque de préparation

La définition de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – «La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social» – constitue un droit de l'homme contraignant pour tous, y compris pour l'Allemagne, en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. L'organisation du système de santé public et privé doit s'appuyer sur ce fondement. Cela concerne également les assurances sociales, notamment les caisses d'assurance maladie, les emplois dans le système de santé lui-même ainsi que ceux dans les administrations publiques et les entreprises privées.

Le gouvernement fédéral et les länder ont mis le système de santé – hôpitaux, établissements médico-sociaux, services, compagnies d'assurance – à la merci d'investisseurs privés. Le résultat est la réduction sauvage et la sous-rémunération du personnel de santé ainsi que l'externalisation des services médicaux à

des entreprises proposant des salaires bas, même dans des institutions phares comme l'Hôpital Charité à Berlin.

Ces changements dans le système de santé publique, en plus des erreurs de jugement et des mauvaises décisions prises pendant la pandémie, ont eu de très graves conséquences négatives.

Exemples d'évolutions indésirables

- *Prévention des pandémies: le gouvernement a négligé de prendre des précautions*
En 2013, l'OMS a appelé les Etats à se préparer aux prochaines pandémies, en prévention d'un nouveau coronavirus SARS. Suite à une nouvelle analyse du risque de pandémie (Bundestagsdrucksache 17/12051 du 3 janvier 2013), le Bundestag a décidé de prendre des mesures de précaution concrètes: masques, combinaisons de protection, désinfectants, moyens de traitement. Le gouvernement fédéral ayant négligé la mise en œuvre de mesures de précaution, les moyens de protection les plus simples et les moins chers ont fait défaut dès le début de la pandémie – même pour le personnel médical.
- *Le paiement forfaitaire par cas favorise le recours à la ventilation en soins intensifs*
Aucun autre pays n'a eu autant de personnes infectées traitées en soins intensifs que l'Allemagne. Le tarif forfaitaire par cas permet aux hôpitaux d'obtenir des revenus plus élevés grâce à la ventilation en soins intensifs. Les hôpitaux ayant développé d'autres traitements, comme ceux de Moers ou de Havelhöhe, ont pu réduire considérablement le taux de mortalité et raccourcir la durée du séjour. Le ministre de la Santé, Jens Spahn, et le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Armin Laschet, les ont visités, ont loué les résultats, mais n'ont rien entrepris pour promouvoir ces traitements. Le gouvernement fédéral a refusé de financer d'autres essais.
- *Pénurie de lits de soins intensifs – vraiment?*
En comparaison des autres pays européens, l'Allemagne compte un nombre élevé de lits de soins intensifs. Néanmoins, le gouvernement a justifié le confinement renforcé en disant vouloir éviter le triage des malades dans les unités de soins intensifs. Cependant, la pénurie de lits a été causée d'une part, du moins dans un premier temps, par l'admission rapide des patients de la covid-19 sous la respiration artificielle; d'autre part, par le manque de personnel, complètement surchargé et donc de plus en plus démissionnaire. En outre, certains lits de soins intensifs équipés n'ont pas pu être utilisés dans certains cas en raison du manque de personnel.
- *Fermeture d'hôpitaux avant et même pendant la pandémie*
Depuis 1998, un quart de tous les lits d'hôpitaux ont été rationalisés. Au lieu de développer les possibilités de traitement, plus de 20 hôpitaux ont été fermés depuis le début de la pandémie. Lorsque le ministre de la Santé, M. Spahn, a demandé à son secrétaire d'Etat d'affirmer devant le Bundestag, en janvier 2021, que «le gouvernement fédéral n'a pas connaissance de fermetures d'hôpitaux au cours de l'année pandémique 2020», il s'agissait soit d'un mensonge délibéré, soit du fait que le ministère n'a aucune idée de ce qui se passe dans son domaine de responsabilité.
- *Dommages sanitaires dus aux traitements omis lors de la crise de la covid*
Selon l'Institut responsable du système de rémunération des hôpitaux, 2,4 millions de traitements et d'opérations en moins ont été facturés lors de la première année de la pandémie par rapport à l'année précédente. Il s'agissait, entre autres, de malades du cancer et du cœur, de patients ayant besoin de dialyses des reins, d'opérations de tumeurs ou d'amputations. Cependant, les médecins devaient mettre à disposition les capacités nécessaires à la lutte contre la pandémie. Il en va de même pour les contrôles médicaux préventifs reportés ou omis. De nombreux malades évitaient de se rendre dans les cabinets médicaux par peur d'être infecté. Un recensement des décès et des conséquences à long terme causés par cette situation n'a pas encore été effectué, mais il est urgent de le faire.
- *Manque d'hygiène dans les hôpitaux allemands*
Selon les statistiques de l'Institut Robert Koch (RKI), 400 000 à 600 000 patients sont infectés par des germes multirésistants dans les hôpitaux chaque année, et jusqu'à 20 000 personnes en meurent. Les virologues et les médecins auxquels le gouvernement a fait appel, comme le professeur Drosten, de l'Hôpital Charité, le professeur Wieler, président du RKI, et le professeur Cichutek, président de l'Institut Paul Ehrlich, n'ont pas pris de mesures pour réduire ces taux élevés de décès évitables, ni avant ni pendant la pandémie.

1. II) Les mesures gouvernementales violent les règles médicales et favorisent l'incertitude et la peur par un manque de transparence

Le fait est que plus de 90 % des personnes dont le test de dépistage du virus est positif surmontent l'infection sans aucune aide médicale. Seule une minorité des personnes infectées présente les symptômes typiques de la covid-19, dont certains sont réellement menaçants. Au lieu de faire preuve de transparence et d'œuvrer à une présentation scientifiquement équilibrée de la covid-19, le gouvernement et les principaux médias poursuivent la stratégie consistant à imposer les mesures anti-covid adoptées en s'appuyant sur l'alarmisme et la peur.

Ce faisant, le gouvernement fédéral et les autorités fédérales violent des règles et des normes médicales éprouvées. Leurs mesures anti-covid sont basées sur des critères qui, dans de nombreux cas, n'ont pas de base scientifique suffisante dans les faits et les résultats épidémiologiques, virologiques et médicaux. Ils ont adopté le point de vue d'un petit nombre d'épidémiologistes, qui a dominé sur celui de nombreux autres médecins spécialisés, juristes et psychologues.

Ils ont omis négligemment ou délibérément de recueillir des données importantes – notamment à l'aide de tests de masse répétés régulièrement sur des échantillons fixes de population sélectionnés de manière représentative.

Exemples de violations des règles et de sources de panique:

- *Test PCR: inapproprié et dramatisé*

Le RKI déclare que tout test PCR positif est un cas de la covid-19, c'est-à-dire la preuve d'une maladie. En novembre 2020, un groupe de 22 spécialistes de renommée internationale a présenté un avis d'expert sur le test PCR dans la revue Eurosurveillance. Le test PCR y est décrit comme totalement inadapté en tant qu'outil de diagnostic, car il ne permet pas de mesurer la charge virale respective, ni de déterminer si le fragment d'ARNm trouvé est capable de se répliquer ou non. Ce n'est que s'il est capable de se répliquer qu'il y a un risque d'infection et de maladie sérieuse. Etant donné qu'il réagit également à des infections plus précoces et à de faibles concentrations de matériel génétique viral, un nombre disproportionné de résultats faussement positifs sont également affichés. Néanmoins, le test PCR est toujours utilisé. De cette manière, les valeurs d'incidence sont manipulées.

- *Au lieu de déterminer la cause exacte de la mort, on cède à l'alarmisme*

Selon les directives médicales actuelles, lors de la «détermination de la cause de la mort», une «chaîne causale à quatre maillons» doit être établie afin de déterminer la hiérarchie des causes de la mort. On en tire des conclusions essentielles pour le traitement des patients malades. Mais dès le début de la pandémie, le RKI a mis en garde contre la réalisation d'examen médicaux légaux sur des personnes décédées dont le test de dépistage de la covid est positif. Il a fait le choix de compter ceux qui sont morts «de ou avec covid». Bien que cela soit injustifiable d'un point de vue épidémiologique, le président du RKI, M. Wieler, a précisé: «Chez nous, on considère qu'une personne est morte de la covid-19 si l'on a découvert qu'elle était infectée par ce coronavirus.»

Comment se fait-il qu'une institution d'Etat ne veuille même pas faire la distinction entre ceux qui sont morts du virus ou avec le virus? Il serait facile de faire une autopsie sur un groupe représentatif de – disons – un millier de «morts de la covid» pour vérifier lesquels d'entre eux sont vraiment morts du coronavirus et non d'une maladie antérieure? Pourquoi de tels examens n'ont-ils pas eu lieu?

- *Le groupe à plus haut risque est négligé: les établissements médico-sociaux pour personnes âgées*

Comme dans tous les pays occidentaux, le taux de mortalité le plus élevé a été enregistré dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées, majoritairement privatisés. «L'âge médian des personnes décédées avec ou du Sars-CoV-2 est de 84 ans, ce qui est supérieur à l'espérance de vie moyenne», a déclaré le professeur Detlev Krüger, directeur de l'Institut de virologie de la Charité à Berlin jusqu'en 2016. Toutefois, les membres de ce groupe à haut risque ont été longtemps négligés, testés bien trop tard et, au lieu d'être pris en charge, isolés dans leurs chambres et leurs unités, tout

contact avec leurs proches leur étant interdit pendant des semaines. Malgré la pénurie généralisée de personnel infirmier, aucune capacité de soin supplémentaire n'a été créée. De nombreux décès auraient pu être évités par des mesures plus précoces.

- *Une prise de conscience soudaine en cas de décès après une vaccination: les maladies préexistantes sont à blâmer*

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de documentation transparente et complète de toutes les vaccinations visant à enregistrer les effets secondaires et ultérieurs. Lorsqu'on a appris que certaines personnes âgées étaient décédées après avoir été vaccinées, l'Institut Paul Ehrlich a déclaré brusquement et sans justification empirique que beaucoup d'entre elles étaient mortes de leurs «multiples maladies préexistantes». Les personnes étaient donc mortes après la vaccination, mais pas à cause de celle-ci. Ici, soudainement, les maladies préexistantes sont introduites dans l'argumentation, alors que dans le cas des décès «de et avec covid» les maladies préexistantes ne sont pas prises en considération et ne sont pas déterminées. Pourquoi a-t-on ici deux poids, deux mesures?

- *OMS dixit: le risque d'infection est particulièrement élevé pour les personnes défavorisées du point de vue de la condition sociale, du logement et du travail*

Pourtant, on n'en a initialement pas du tout tenu compte dans les mesures prises et on n'en tient toujours pas suffisamment compte. Les politiciens et les virologues allemands ont été surpris de constater que les personnes ayant des emplois précaires dans des secteurs offrant de bas salaires ou les bénéficiaires de Hartz IV vivant dans des domiciles exigus ont été testés positifs particulièrement fréquemment et que des milliers d'employés ont soudainement été infectés dans les abattoirs de Tönnies, Vion, Danisch Crown et d'autres sociétés. La crise de la covid met ainsi en évidence les conséquences négatives du démantèlement de la surveillance étatique des maladies professionnelles et de la protection de la santé au travail sous les ministres du Travail Scholz et von der Leyen.

- *Le bien-être des enfants est largement compromis*

Bien que de nombreuses études prouvent que le taux d'infection et l'infectiosité des enfants et des adolescents sont extrêmement faibles, des écoles ont été fermées dans tout le pays. Il a été démontré que l'enseignement à domicile augmente les inégalités d'apprentissage induites par la situation sociale. En combinaison avec le travail à domicile (télétravail), cela signifie souvent une surcharge psychique malsaine pour tous les membres de la famille. De nombreuses familles ne disposent pas des conditions préalables importantes: équipement électronique, endroit calme, encadrement. Le nombre d'abandons scolaires a déjà doublé au cours de la pandémie. Les conséquences sont particulièrement flagrantes dans la multiplication des troubles dépressifs et anxieux chez les enfants et les adolescents démontrée pour la période de confinement.

III) Orientation des mesures en faveur des grandes entreprises privées et de leur profit

Les mesures politiques imposées servent avant tout à soutenir les grandes entreprises, également nuisibles à l'environnement. Celles-ci sont exemptées des mesures anti-pandémie, protégées des conséquences de la crise et bénéficient d'un soutien financier massif. En revanche, les petites entreprises, les prestataires de services (commerce de détail, hôtels et restaurants), l'ensemble du secteur culturel et éducatif sont soumis à des restrictions massives. La répartition des coûts psychologiques, sociaux et financiers consécutifs à la sortie de crise est extrêmement inégale: les salariés, les indépendants solitaires et leurs familles subissent en partie des pertes économiques extrêmes. Simultanément, l'économie a été restructurée en faveur d'un petit nombre de grands profiteurs.

Exemples:

- Le soutien de l'Etat par le Fonds de stabilisation économique (FSE), doté de 600 milliards d'euros, est accordé à grande échelle aux entreprises, même celles qui ont des modèles d'évasion fiscale, ainsi qu'aux entreprises nuisibles à l'environnement, comme Lufthansa ou les fabricants de voitures à moteur à essence.

Les plus grands bénéficiaires des confinements ont été les entreprises numériques américaines, telles qu'Amazon, Microsoft, Apple et Zoom, qui ont profité directement de la fermeture de grands pans du secteur du commerce de détail. Les grandes sociétés par actions qui ont pu minimiser leurs pertes grâce au

chômage partiel financé par l'Etat ont parfois versé des dividendes élevés à leurs actionnaires pendant la crise (par exemple Daimler). Les mesures prises dans le cadre de la covid ont conduit à l'intensification des processus de concentration dans l'économie allemande, notamment en faveur des monopoles numériques.

- En revanche, des centaines de milliers de faillites en suspens, notamment parmi les indépendants solitaires du secteur culturel, du commerce de détail et de la gastronomie, ne sont que reportées.
- Pour les travailleurs, l'allocation de chômage partiel, aussi importante soit-elle, signifie une réduction des revenus du travail. Les travailleurs précaires et temporaires ne bénéficient même pas de l'allocation de chômage partiel.
- Les investisseurs sont autorisés à augmenter davantage les loyers et les prix des appartements. Les loyers qui avaient été reportés pendant la crise pour promouvoir une bonne image sont à nouveau perçus.
- Les entreprises sont exemptées de la loi sur la protection contre les infections: la règle de santé et de sécurité au travail concernant le Sars-CoV-2, également édulcorée par le lobby des entreprises, ne leur a été appliquée que tardivement, depuis le 20 août 2020. Contrairement à ce que l'on a prétendu, la grande majorité des quelque 45 millions de travailleurs salariés étaient et sont toujours en activité: lors du deuxième confinement «renforcé» de janvier 2021, ce chiffre était d'au moins 34 millions.
- L'obligation désormais imposée aux entreprises de fournir des tests n'est pas contrôlée durablement par l'Etat. Dans les usines, les masques FFP2 obligatoires sont souvent portés sans les pauses obligatoires. Des entreprises telles qu'Amazon déduisent les pauses requises pour les masques FFP2 des heures de travail de leurs employés.
- Les fabricants de vaccins, largement subventionnés par des fonds publics, sont exemptés par le gouvernement allemand et la Commission européenne de toute responsabilité pour les effets secondaires et consécutifs.
- Parallèlement, la recherche sur les médicaments anti-covid-19 est criminellement négligée. Les entreprises allemandes travaillant à la mise au point de médicaments destinés au traitement de la covid-19, c'est-à-dire permettant directement de sauver des vies, n'ont pratiquement pas reçu de soutien, contrairement aux concepteurs de vaccins.

1. IV) Démantèlement des structures démocratiques et violation des droits fondamentaux et du droit international

Nouvelle définition des pandémies sous la pression des Etats-Unis

En 2009, sous l'influence de ses plus importants donateurs – les Etats-Unis et la Fondation Gates privée – l'OMS a modifié considérablement et pour de bon la définition des pandémies. C'était à l'époque de la «grippe porcine», qui, bien que très bénigne, a néanmoins été classée comme une pandémie. Le critère alors en vigueur pour qualifier une pandémie, à savoir un «nombre énorme de décès et de maladies», a tout simplement été supprimé. Sur cette base douteuse, les libertés ont été radicalement restreintes dans tout le pays, comme jamais auparavant dans l'histoire de la République fédérale.

- Notamment, le passage sur la «situation épidémique d'importance nationale» permet des empiétements radicaux sur les droits fondamentaux: le confinement des libertés interfère massivement avec la liberté de mouvement, la liberté de réunion et de manifestation ainsi que l'inviolabilité du domicile. Il permet des interdictions de contact jusque dans la sphère privée des familles et des maisons de retraite, une sorte d'assignation à résidence de la population, pouvant aller jusqu'au couvre-feu nocturne, il permet la suspension de la liberté de commerce et l'interdiction de l'activité professionnelle.
- Les restrictions considérables ont été justifiées par le droit fondamental à l'intégrité physique – un droit certes sérieux, mais qui n'a pas automatiquement la priorité absolue sur tous les autres. C'est précisément là qu'un débat public sur la proportionnalité, l'adéquation et le caractère raisonnable aurait dû être autorisé. Au lieu de cela, la vie publique a été réduite au critère du risque de transmission, l'individu étant dépeint avec démagogie comme un danger pour ses semblables.
- Les protestations contre cette situation sont largement impossibles, le Parlement et l'opposition s'étant laissés déposséder de leur pouvoir par le gouvernement fédéral, et les principaux médias

restant proches de l'exécutif, comme à leur habitude. Une agressivité latente détermine l'humeur du public. Le doute raisonné, voire les expressions artistiques telles que la satire, est massivement attaqué et souvent étiqueté comme étant de droite ou même antisémites. Les voix critiques sont systématiquement et arbitrairement qualifiées de «négationnistes de la covid» («Coronaleugner»), de «penseurs latéraux» («Querdenker») et de «complotistes» («Verschwörungstheoretiker»), sans que leurs arguments soient pris en compte.

- Les services de renseignement intérieur («Verfassungsschutz») accusent les «plateformes alternatives» de «fomenteur l'aliénation politique en Allemagne», les surveillent et empêchent ainsi tout débat public objectif. Des blogs sont fermés pour avoir prétendument «violé la diligence journalistique», sans que la même norme appropriée soit appliquée à tous les grands médias publics et privés. En mettant en place de telles pratiques de surveillance autoritaire, la substance démocratique de notre pays est érodée.
- En même temps, le gouvernement allemand, conjointement avec l'UE, construit de manière élaborée des «images ennemies» («Feindbilder»), notamment dirigées contre la Russie et la Chine, et cela contre la volonté de la grande majorité de la population. Afin de dissimuler les intérêts de pouvoir géopolitiques, on utilise – selon les pratiques éprouvées de la guerre froide – les droits de l'homme comme prétexte et déclare les sanctions économiques comme des mesures éducatives démocratiques.
- Dans l'ombre de la présentation médiatique constante des mesures anti-pandémie, le gouvernement fédéral et une partie de l'opposition mettent en œuvre les exigences de réarmement de l'OTAN dominée par les Etats-Unis. Aucun des Etats dotés d'armes nucléaires et aucun membre de l'OTAN, y compris l'Allemagne, n'ont accepté le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies, approuvé par 122 Etats, et représentant la volonté de l'humanité de vivre sans cette arme de destruction massive. Au lieu de cela, lors du deuxième confinement [en octobre 2020], on a entrepris les manœuvres militaires «Resilient Guard» dans la région de la base aérienne de Büchel [en Rhénanie-Palatinat], en s'exerçant dans le plus grand secret à l'utilisation d'armes nucléaires contre la Russie.
- Les espèces meurent déjà, le climat commence à s'effondrer et la démocratie est également en danger. La pandémie doit faire prendre conscience qu'il ne suffit pas de revenir à un stade antérieur. Une nouvelle pratique juridique et sécuritaire est nécessaire, plaçant le bien commun avant les intérêts personnels, égalisant l'écart avec les pays maintenus pauvres (également au sein de l'UE) afin d'ainsi mieux répondre au droit à la vie.

1. V) Conséquences et activités nécessaires (choix)

1 La crise de la covid a montré qu'un système de santé privé, principalement orienté vers le profit, n'est pas équipé pour faire face aux exigences d'une situation de pandémie. Cela signifie que les fermetures d'hôpitaux doivent être immédiatement interrompues, que nous avons besoin d'un personnel infirmier plus nombreux et mieux rémunéré, et que nous avons à nouveau besoin d'un plus grand nombre d'hôpitaux municipaux et d'Etat, et en général d'un poids plus important du secteur public dans le secteur de la santé. En outre, un niveau minimum de capacité de production nationale pour certains produits médicaux devrait être assuré.

2 Dans l'esprit de la Loi fondamentale, toutes les restrictions aux droits fondamentaux doivent être révoquées le plus rapidement possible. C'est la responsabilité particulière du Bundestag et des partis qui y sont représentés, mais aussi des organes constitutionnels.

3 Il faut mettre fin à la domination du discours public par un petit groupe de virologues et d'épidémiologistes pro-gouvernementaux. Notre société a besoin de toute urgence de revenir à un débat ouvert dans lequel les voix critiques et tous les arguments factuels des experts, des scientifiques et des citoyens sont également autorisés et peuvent être discutés. L'ostracisme dont font l'objet les critiques par le biais de diffamations généralisées telles que l'utilisation de qualificatifs comme «négationnistes de la covid» («Coronaleugner»), «penseurs latéraux» («Querdenker») et «complotistes» («Verschwörungstheoretiker»), détruit tout débat, sans lequel aucune démocratie ne peut exister. Les médias ont une responsabilité particulière dans ce contexte.

4 La crise de la covid a énormément aggravé la division sociale au sein de notre société. De larges pans de la population n'ont aucune voix politique, aucune forme d'organisation, aucune représentation dans les médias et aucun lobby pour une représentation politique de leurs intérêts. Le sentiment d'impuissance sociale se répand et peut donner lieu à des développements dangereux. Des contre-mesures urgentes doivent être prises dans ce domaine.

5 Comme on le sait, les mesures anti-covid ont entraîné des dépenses immenses et, en conséquence, un accroissement de la dette nationale. Il faut mettre fin à la répartition jusqu'ici extrêmement inégale des coûts du suivi social et financier de la gestion de cette crise. Les charges qui vont peser sur nous tous doivent être réparties équitablement. Les profiteurs de la crise et les ultrariches doivent davantage être mis à contribution, par exemple à la manière de la péréquation des charges qui avait été mise en œuvre après la Seconde Guerre mondiale.

Source: <https://harald-walach.de/2021/06/11/oeffentliche-erklaerung-zur-corona-politik-dauer-desaster-und-enorme-schaeden-notwendige-konsequenzen/>

Signataires:

Dr. Annette Bänsch-Richter-Hansen/Psychiatre pour enfants et adolescents

Maria Bermig/Psychothérapeute

Armin Bernhard/Prof. de sciences de l'éducation

Renate Börger/Journaliste/attac Munich

Eva Borst/Prof. de sciences de l'éducation

Almuth Bruder-Bezzel/Psychothérapeute

Prof. Klaus-Jürgen Bruder/FU Berlin

Prof. Dr. Aris Christidis/Informaticien

Dieter Dehm/MdB Le Parti de la Gauche

Friedrich Deutsch/ Médecin alternatif

Dagmar Doerper/attac-D

Radimé Farhumand/médecin

Susanne Fischbach/éducatrice

Reinhard Frankl/Klartext e.V.

Dr. Elke Fritsch/Médecin interne

Prof. Dr. med. Karl Hecht/Spécialiste de pathophysiologie clinique et expérimentale

Dr. Kai Herthneck/Psychanalyste

Ronald Hönig/Ingénieur diplômé, urbaniste

Sabine Hönig/Infirmière

Margit Hoffmann/Psychothérapeute

Klaus Jünschke/Auteur

Regina Junge/Céramiste

Antje Kirchner/attac-D

Prof. Dr. Michael Klundt/Science de l'enfance/Université de Magdeburg-Stendal

Dr. Heike Knops/Philosophe/Théologienne ordonnée

Michael Koeditz/Enseignant diplômé/GEW

Dr méd. Thomas Külken/Spécialiste en médecine générale

Dr. Cornelia Kunze/Africaniste/Economiste

Dr Stefan Kurella/Sociologue médical

Günter Kuesters/attac-D

Dr. med. Rebekka Leist/Gynécologue

Klaus Lübberstedt/Economiste/Parti de gauche

Rantje Meierkord/Spécialiste en médecine générale

Dr Martin Metzger/Anesthésiste

Jusuf Naoum/Ecrivain et physiothérapeute

Elke Nordbrock/Parti de gauche

Prof. Norman Paech/Science politique et droit public

Klaus Pfaffmoser/Mathématicien

Dr. med. Mathias Poland, Médecin

Arnulf Rating/Artiste de cabaret

Dr. med. Magdalena Resch/Psychiatre pour enfants et adolescents

Freimut Richter-Hansen/Avocat

Dr. Matthias Riessland/Pédagogue Feldenkrais

Prof. Rainer Roth/Klartext e.V.

Werner Rügemer/Journaliste/Transparency International

Dr. med. Bernadette Schmidt/Naturopathe

Prof. Michael Schneider/Ecrivain/PEN Allemagne

Ralph Schöpke/attac

Dr Ilse Schütze/Spécialiste en médecine générale

Eberhard Schultz/avocat/Fondation pour les droits humains sociaux et la participation

Annemarie Utikal/Contemporaine engagée

Dr. med. Hans-Peter Utikal/Chimiste et médecin

Stefan Vey

Christoph Wackernagel/acteur

Prof. Harald Walach/Université de Witten-Herdecke

Hellmut Weber/Consultant d'entreprise

Dr. Ronald Weikl/Gynécologue et médecin généraliste/MWGDF

Ingrid Weinand/Spécialiste de l'éducation/attac

Dr. med. Nadia Weinbach/Psychothérapeute

Tobias Weissert/Alliance Rhin-Main

Dr Hartmut Wihstutz/médecin

D'autres signatures et toutes suggestions sont les bienvenues.

Contacts:

Dr Heike Knops. heike.knops@online.de

Werner Rügemer. interventphil@posteo.de